

Collectif saintongeais contre la prolongation de l'état d'urgence, la déchéance de nationalité et leur constitutionnalisation

Saintes, le 10 février 2016

À Monsieur François Hollande  
Président de la République française  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Monsieur le Président,

Vous avez reçu récemment – les médias s'en sont amplement fait l'écho – une lettre d'anarchistes hurluberlus vous demandant de les déchoir de leur nationalité française. Tout en savourant l'humour qui en émanait mais qui frisait parfois un regrettable manque de respect à l'endroit de votre fonction, il était évident que les signataires de ladite lettre savaient pertinemment que leur demande n'aboutirait pas, divers traités signés par la France lui interdisant de créer des apatrides.

Notre démarche est bien différente : par la présente, nous vous informons que nous avons entrepris auprès de l'ambassade concernée les démarches légales nécessaires pour obtenir la nationalité éthiopienne. Et nous l'obtiendrons sans peine en vertu du droit du sang puisque, parmi nos ancêtres comme parmi les vôtres, figurent des éthiopiens-ne-s : la science a prouvé depuis longtemps que tous les êtres humains sans exception descendaient de Lucy, dont le squelette âgé de 3 millions d'années a été découvert en 1974 précisément en Éthiopie.

Vous pouvez ainsi d'ores et déjà nous compter au nombre de tous les binationaux sur lesquels vous faites peser la lourde menace de déchéance et dont nous partageons, solidaires dans les actes, le sort. Selon votre pouvoir bientôt constitutionnellement discrétionnaire, votre humeur nous « renverra » en Afrique, terre de nos ancêtres. Nous livrons ainsi notre sort entre vos mains.

Nous ne saurions toutefois conclure cette lettre sans vous inciter à suivre notre exemple : la politique que vous menez risque fort de faire élire dans quinze mois une femme qui a la déchéance de nationalité facile et dont, malgré tout ce que vous aurez fait pour elle, vous serez sans doute la victime la plus expiatoire.

Bienvenue en Éthiopie, Monsieur le Président.